BAK economic intelligence

Argumentaire salarial

Industrie MEM

Juillet 2025

Mandant
Angestellte Schweiz

Éditeur
BAK Economics AG

Redaction
Philipp Christen

Personne de contact
Philipp Christen
Chef de projet junior
T +41 61 279 97 26
philipp.christen@bak-economics.com

Michael Grass
Membre de la direction
T +41 61 279 97 23
michael.grass@bak-economics.com

Photo de couverture
BAK Economics/shutterstock

Copyright
Tous les contenus de cette publication, en particulier les textes et les graphiques, sont protégés par le droit d'auteur. Les droits d'auteur sont détenus par BAK Economics AG. Il est interdit de copier la publication, en partie ou en totalité, ou de la reproduire sous une autre forme pour la transmettre à des tiers, gratuitement ou contre rémunération. La publication peut être citée avec indication de la source ("Source : BAK Economics").

Copyright © 2025 by BAK Economics AG
Tous droits réservés

Executive Summary

Dans l'ensemble, une hausse des salaires nominaux comprise entre **0,2 % et au maximum 1,5 %** apparaît réaliste dans l'industrie MEM pour l'année 2026, selon les sous-branches. Le plus grand potentiel d'augmentation se trouve dans le secteur des équipements électriques, tandis que **l'industrie métallurgique** ne dispose que d'une **marge de manœuvre très limitée**. Dans le domaine de **l'industrie des machines** également, **la faible productivité et une demande modérée** ne laissent entrevoir **qu'une fourchette restreinte** pour les ajustements salariaux.

Les différences entre les branches restent importantes, et l'hétérogénéité des entreprises au sein de l'industrie MEM doit être prise en compte de manière appropriée lors des négociations salariales.

Fig. 0-1 Recommandations pour les augmentations salariales 2025

Industrie MEM	Industrie métallurgique	Électronique, optique et horlogerie	Équipements électriques	Industrie des machines
0.7%	0.2%	1.0%	1.5%	0.7%

Arguments en faveur d'une augmentation <u>modérée</u> des salaires :

- Dans plusieurs sous-secteurs de l'industrie MEM, un retard de long terme de l'évolution des salaires par rapport à la croissance de la productivité demeure présent.
- Dans certains sous-secteurs bénéficiant d'une évolution positive des exportations ou des commandes, les conditions économiques sont ponctuellement plus favorables.

Arguments en faveur d'une <u>faible</u> augmentation des salaires :

- La conjoncture reste tendue, la croissance de l'emploi stagne. La faible capacité d'utilisation limite les marges de manœuvre salariale, la situation des commandes constituant le principal défi.
- La productivité horaire dans l'industrie MEM demeure faible et devrait encore diminuer en 2025, à l'exception du sous-secteur des équipements électriques.
- L'inflation est très basse en 2025, à seulement 0,2 %.
- Les risques géopolitiques et les tensions croissantes en matière de politique commerciale créent des incertitudes pour l'industrie MEM dépendante des exportations.
- Le franc suisse reste fort face à l'euro et au dollar, ce qui continue de peser sur la compétitivité internationale.
- Malgré une légère baisse des prix de l'énergie, les coûts de production restent élevés.

Table des matières

1 Production et contexte actuel 6
2 Prévisions conjoncturelles 9
3 Focus sur les négociations salariales 12

Liste des tableaux

Tab. 3-1 Évolution sur différentes périodes 23

Liste des figures

Fig. 0-1 Recommandations pour les augmentations salariales 2025 3
Fig. 1-1 Production industrielle 7
Fig. 1-2 Prix à la production 7
Fig. 1-3 Exportations nominales I 7
Fig. 1-4 Exportations nominales II 7
Fig. 1-5 Emploi I 8
Fig. 1-6 Emploi II 8
Fig. 2-1 Valeur ajoutée brute réelle 10
Fig. 2-2 Emploi 10
Fig. 3-1 Lien entre la rémunération et la productivité horaire nominale, 2024 13
Fig. 3-2 Évolution de la productivité horaire nominale par secteur 16
Fig. 3-3 Évolution des salaires annuels et de la productivité horaire nominale 17
Fig. 3-4 Inflation : valeurs historiques et prévisions 20
Fig. 3-5 Indice d'incertitude politique 21

1 Production et contexte actuel

L'année 2024 a été, comme l'année précédente, une période difficile pour l'industrie MEM. La valeur ajoutée brute réelle a connu une évolution négative (-3.6 %), à l'instar de 2023. Tant la production industrielle que les exportations ont reculé à l'échelle de l'ensemble de la branche. Le manque de commandes persistant depuis deux ans, ainsi que les difficultés liées à la vigueur du franc, ont contribué globalement à la baisse de la production et des exportations. Cette situation se reflète notamment dans un taux d'utilisation des capacités réduit à 81.1 % au premier trimestre 2025, contre une moyenne de long terme de 86 % sur la période 2015-2025, ainsi que dans le recul de la productivité horaire réelle. Malgré ces difficultés, la croissance de l'emploi est restée légèrement positive, atteignant +0.5 %.

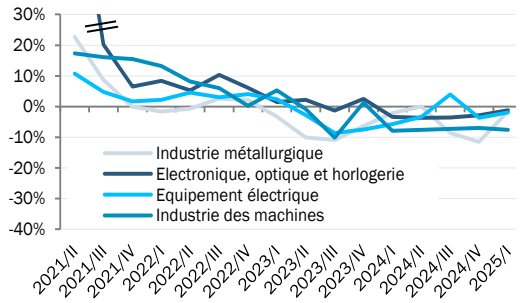
Production industrielle

La production industrielle (variation par rapport à l'année précédente) du secteur MEM est restée en baisse en 2024, tout comme en 2023. Les quatre sous-branches ont enregistré une croissance négative, avec une contraction particulièrement marquée dans l'industrie des machines, qui a diminué de 7.4 %. L'industrie métallurgique a également reculé de 5.6 %, tandis que l'électronique, optique et horlogerie a connu une baisse de 3.4 %, et celui des équipements électriques de 2.2 %. Le premier trimestre 2025 a vu la poursuite de cette tendance à la baisse. Le recul a été particulièrement prononcé dans l'industrie des machines (-7.5 %). Les autres sous-branches ont également vu leurs chiffres de production diminuer davantage. Selon le baromètre Swissmechanic, environ 40 % des entreprises ont signalé une baisse des commandes au premier trimestre 2025 par rapport à l'année précédente ; pour près d'un quart des entreprises, le carnet de commandes ne couvre plus que quatre semaines. La reprise tant attendue s'est encore fait attendre au cours des premiers mois de l'année.

Prix à la production

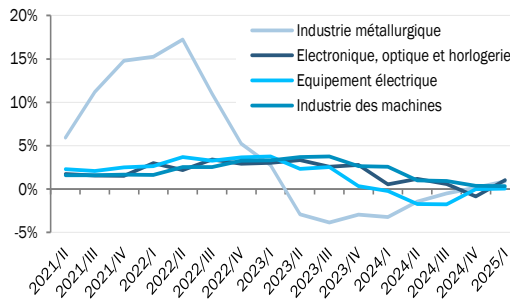
En 2024, les prix à la production dans le secteur MEM ont évolué différemment selon les sous-branches. Dans l'industrie métallurgique (-1.3 %) et dans les équipements électriques (-0.9 %), les prix ont légèrement reculé. En revanche, les prix ont augmenté modérément dans l'électronique, optique et horlogerie (0.4 %) ainsi que dans l'industrie des machines (1.2 %). Au premier trimestre 2025, la tendance à une légère hausse des prix à la production s'est poursuivie dans toutes les sous-branches, bien que la croissance reste inférieure à la moyenne des années précédentes. Après les années tumultueuses liées à la pandémie de Covid-19, marquées par la volatilité des prix de l'énergie, l'évolution des prix à la production dans l'industrie métallurgique s'est normalisée par rapport aux autres sous-branches.

Fig. 1-1 Production industrielle



Pour des raisons de présentation, limité à 30 %.
2021/II : Valeur pour électronique, optique et horlogerie 79 %. Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente.
Source : OFS, BAK Economics

Fig. 1-2 Prix à la production

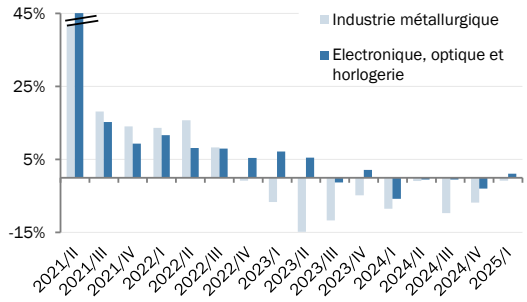


Variation en % par rapport au trimestre de l'année précédente
Source : OFS, BAK Economics

Exportations

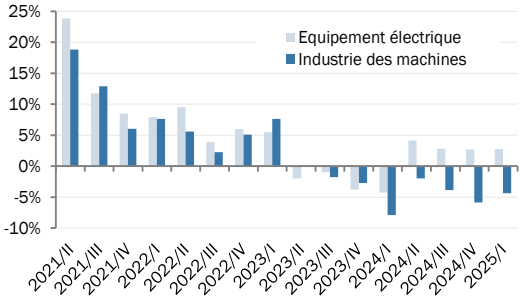
En 2024, l'industrie métallurgique a enregistré la plus forte baisse des exportations par rapport à l'année précédente, avec -6.5 %, suivie par l'industrie des machines avec -4.9 % et le secteur de l'électronique, optique et horlogerie avec -2.4 %. En revanche, les exportations des équipements électriques ont augmenté de 1.3 %. Au premier trimestre 2025, l'électronique, optique et horlogerie montre de légers signes de reprise des exportations par rapport à la moyenne de l'année précédente. Le secteur des équipements électriques a pu maintenir la tendance positive aux exportations observée depuis le deuxième trimestre 2024. L'industrie métallurgique est restée légèrement en recul, bien que le recul ait diminué au cours des quatrième trimestre 2024 et premier trimestre 2025. L'industrie des machines poursuit la tendance négative des exportations observée depuis la mi-2023. Globalement, l'évolution dans le secteur MEM reste hétérogène, bien que la volatilité du développement sectoriel tende à diminuer.

Fig. 1-3 Exportations nominales I



Pour des raisons de présentation, limité à 45 %.
2021/II : Valeur électronique, optique et horlogerie 79 %.
Variation en % par rapport au trimestre de l'année précédente.
Source : OFDF, BAK Economics

Fig. 1-4 Exportations nominales II

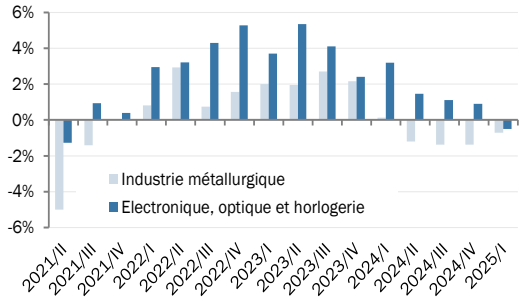


Variation en % par rapport au trimestre de l'année précédente
Source : OFDF, BAK Economics

Emploi

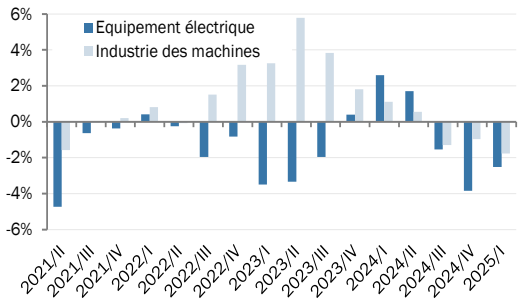
En 2024, les sous-secteurs de l'électronique, optique et horlogerie (+1.7 %) a connu une croissance modérée de l'emploi, bien que le taux de croissance ait diminué régulièrement depuis début 2023. L'industrie métallurgique (-1.0 %), l'industrie des machines (-0.2 %) et les équipements électriques (-0.3 %) ont enregistré une légère baisse sur l'ensemble de l'année. Ce dernier secteur a particulièrement connu un fort recul de l'emploi au second semestre 2024 et au premier trimestre 2025. Au premier trimestre 2025, la tendance à la baisse de l'emploi s'est poursuivie dans les autres sous-secteurs. L'industrie métallurgique a perdu 0.7 %, l'électronique, optique et horlogerie 0.5 %, tandis que l'industrie des machines a vu son effectif diminuer de 1.8 %. Selon le baromètre Swissmechanic de mai 2025, 30 % des entreprises considèrent la pénurie de main-d'œuvre comme un défi majeur. Globalement, les employés du secteur MEM sont confrontés à des incertitudes croissantes, malgré une croissance globale de l'emploi légèrement positive de 0.5 % en 2024 sur l'ensemble des sous-secteurs.

Fig. 1-5 Emploi I



Équivalents plein temps, variation en % par rapport au trimestre de l'année précédente
Source : OFS, BAK Economics

Fig. 1-6 Emploi II



Équivalents plein temps, variation en % par rapport au trimestre de l'année précédente
Source : OFS, BAK Economics

Croissance 2025 : 1er trimestre

- 2.6%	- 0.05%	- 1%	- 0.6%
Production	Exportations	Emploi	Prix

Par rapport à la même période de l'année précédente ; exportations en termes nominaux

Croissance 2024

- 3.6%	+ 0.5%	- 4.2%
Valeur ajoutée	Emploi	Productivité

Productivité réelle de l'emploi = valeur ajoutée réelle par EPT

Valeur ajoutée en termes réels ; emploi en EPT

2 Prévisions conjoncturelles

La politique douanière de Donald Trump pèse sur le commerce mondial et freine les investissements internationaux. D'un point de vue économique, il n'y a pas de gagnants – pas même les États-Unis, à l'origine de ce conflit commercial. Parmi les grandes économies mondiales, ce sont d'ailleurs les perspectives de croissance des États-Unis qui se sont le plus détériorées depuis le début de l'année. BAK prévoit désormais une croissance du PIB américain de seulement 1.5 % pour cette année, contre une estimation de 2.6 % en janvier.

La zone euro souffre également de ce conflit commercial. Il reste encore à voir si les droits de douane annoncés, pouvant atteindre 30 %, seront réellement appliqués. Certains secteurs sensibles, comme l'industrie automobile — très importante en Europe – subissent déjà depuis un certain temps des droits de douane de 25 %. Pour 2025 et 2026, BAK Economics prévoit une croissance du PIB dans la zone euro limitée à 1.1 % puis 0.8 %. Ces prévisions intègrent déjà les premiers effets positifs attendus du vaste plan de relance budgétaire en Allemagne.

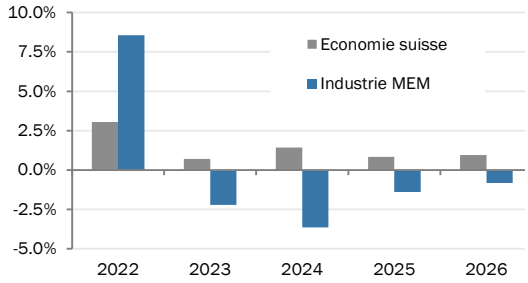
La situation entre la Chine et les États-Unis s'est quelque peu apaisée. Cependant, les pertes commerciales déjà enregistrées, les incertitudes persistantes autour de l'évolution du conflit commercial, ainsi que les difficultés sur le marché immobilier chinois freinent la croissance. Pour 2025 et 2026, BAK Economics prévoit une progression du PIB chinois limitée à 4.3 % puis 4.0 %.

Pour la Suisse, BAK Economics prévoit une croissance modérée du PIB de 1.2 % en 2025, suivie d'un léger ralentissement à 1 % en 2026 (hors effets liés aux grands événements sportifs). La politique douanière américaine pèse sur la demande mondiale, tandis que l'incertitude élevée concernant les règles commerciales et les échanges internationaux freine les investissements. La consommation privée devrait rester stable, mais avec une dynamique en baisse.

L'inflation moyenne en Suisse devrait atteindre seulement 0.1 % en 2025, puis légèrement remonter à 0,2 % en 2026 (contre 1.1 % en 2024). Malgré cette faible inflation, BAK Economics prévoit que la Banque nationale suisse (BNS) maintiendra son taux directeur à 0 %, sans nouvelle baisse. Toutefois, les risques économiques restent exceptionnellement élevés. Un retour à des taux négatifs ne serait envisagé qu'en cas de surprise désinflationniste ou de nette détérioration de la conjoncture.

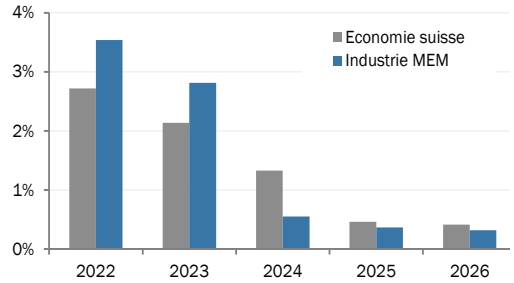
Le marché du travail est déjà affecté par le ralentissement industriel et les incertitudes. Le taux de chômage devrait donc continuer à augmenter, pour atteindre en moyenne 2.9 % en 2025 et 3.2 % en 2026 (contre 2.4 % en 2024). Parallèlement, la croissance de l'emploi ralentit nettement. BAK Economics prévoit une hausse de l'emploi de seulement 0.5 % en 2025, contre 1.3 % en 2024.

Fig. 2-1 Valeur ajoutée brute réelle



Variation en % par rapport à l'année précédente
Source : BAK Economics

Fig. 2-2 Emploi



Variation en % par rapport à l'année précédente
Source : BAK Economics

L'indice des directeurs d'achat (PMI), qui montre une tendance à la hausse depuis fin 2023, a légèrement augmenté en 2024 et a poursuivi cette évolution au premier trimestre 2025, restant toutefois en dessous du seuil de croissance de 50 points. L'indice du climat des affaires Swissmechanic KMU-MEM était toujours négatif en avril 2025. La majorité des PME ne s'attend pas à une reprise rapide. Pour le deuxième trimestre 2025, près de la moitié des entreprises prévoient une stabilité des commandes, du chiffre d'affaires et des marges par rapport au même trimestre de l'année précédente ; concernant les capacités de personnel, ce sont même deux tiers qui anticipent une stabilisation. Le solde entre évaluations positives et négatives demeure négatif pour tous les indicateurs, particulièrement marqué pour l'évolution des marges. La situation conjoncturelle reste donc difficile pour l'industrie MEM suisse en 2025. L'incertitude provoquée par la politique commerciale américaine se traduit chez de nombreux clients de l'industrie MEM par des d'investissements prudents. À cela s'ajoutent les tensions géopolitiques, notamment les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, qui continuent de peser négativement sur certains marchés d'exportation.

Malgré ces défis, certains facteurs viennent toutefois apporter un certain soulagement. Ainsi, les prix de l'électricité en Suisse demeurent élevés au regard du contexte international, mais la Commission fédérale de l'électricité (ElCom) prévoit une légère baisse pour 2025. Cette évolution devrait quelque peu améliorer la situation des coûts pour les entreprises MEM à forte intensité énergétique. Par ailleurs, tant la Banque nationale suisse (BNS) que la Banque centrale européenne (BCE) ont abaissé leurs taux directeurs en juin 2025, ce qui devrait stimuler la demande en biens d'investissement. Ce sont notamment les branches exportatrices de l'industrie MEM qui pourraient en bénéficier. Toutefois, malgré cette réduction des taux, le franc suisse reste fort, ce qui continue de limiter la compétitivité-prix à l'international. Les fournisseurs de produits de niche innovants sont clairement avantagés dans ce contexte, car ils sont moins soumis à la pression concurrentielle sur les prix.

Un risque majeur pour les années à venir réside dans l'incertitude entourant la politique commerciale des États-Unis. Ces derniers représentent, avec une part d'exportation d'environ 15 % (au premier trimestre 2025), un marché important pour l'industrie MEM suisse. Les mesures protectionnistes et les incertitudes commerciales pourraient peser sur les exportations à destination de ce pays. Cependant, les effets indirects liés aux droits de douane sur les produits européens devraient avoir un impact plus significatif pour l'industrie MEM. En effet, plus de la moitié des revenus d'exportation (56 %) est réalisée au sein de l'Union européenne. Si la production industrielle européenne

venait à diminuer en raison de ces droits de douane, l'industrie MEM suisse en ressentirait également les conséquences.

Globalement, la situation de l'industrie MEM demeure difficile en 2025 et marquée par une incertitude accrue. La combinaison d'une demande faible, de risques géopolitiques et de contraintes liées à la politique monétaire impose des exigences élevées aux entreprises, même si certains allègements sont attendus en matière de prix de l'énergie et de taux d'intérêt. BAK prévoit pour l'industrie MEM une baisse de la valeur ajoutée brute réelle de 1.4 % en 2025 et de 0.8 % en 2026. En ce qui concerne l'emploi, la croissance devrait, comme en 2024, rester à un niveau très bas. BAK estime que la progression de l'emploi sera de 0.4 % en 2025 et de 0.3 % en 2026, un niveau comparable à celui de l'ensemble de l'économie suisse.

Croissance 2025		Croissance 2026	
- 1.4%	**+ 0.4%**	**-0.8%**	**+ 0.3%**
Valeur ajoutée	**Emploi**	**Valeur ajoutée**	**Emploi**

Valeur ajoutée en termes réels

3 Focus sur les négociations salariales

Dans ce chapitre, nous formulons des principes directeurs et présentons le contexte économique en vue des négociations salariales. Il en résulte des arguments pour les négociations salariales à venir.

Principes directeurs

La situation économique, qui détermine la marge de manœuvre dans les négociations salariales, varie non seulement d'un secteur à l'autre, mais aussi d'une entreprise à l'autre. Bien qu'il soit difficile d'en tirer des conclusions générales pour les négociations salariales, nous expliquons ici, à l'aide de différents principes directeurs, les éléments sur lesquels peuvent se baser les revendications salariales.

1. Le développement durable d'une entreprise passe par une politique salariale équilibrée

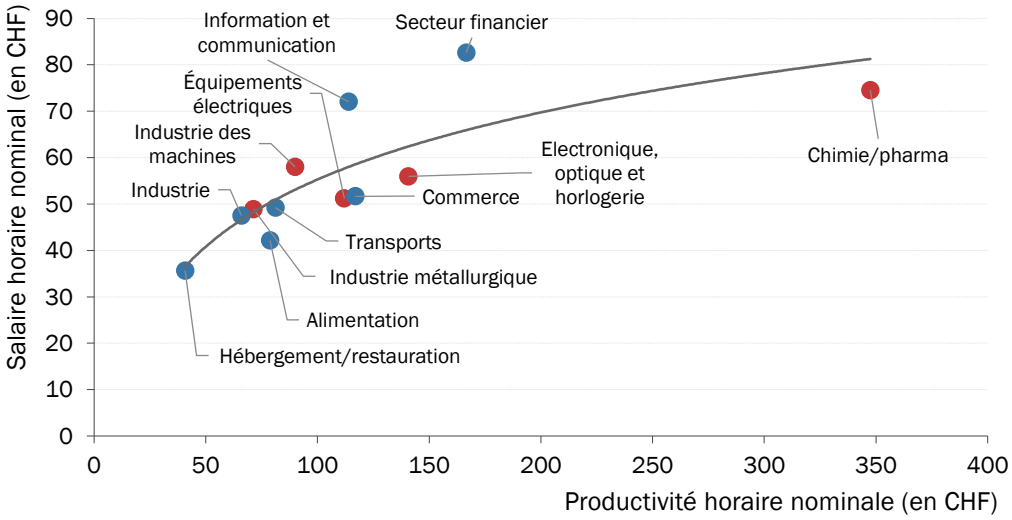
Les employeurs et les employés ont tout intérêt à ce que la politique salariale soit équilibrée. Les salaires devraient en principe être équitables et basés sur les performances. L'évolution des salaires devrait en outre préserver la compétitivité en termes de coûts et de main-d'œuvre qualifiée et garantir la capacité d'investissement et d'innovation de l'entreprise.

2. Alignement de la politique salariale sur le principe de la performance

Selon le principe de performance, les salaires devraient être étroitement liés à la performance. La performance (économique) s'exprime par la valeur ajoutée brute, qui mesure la "valeur ajoutée" générée dans le processus de production par l'utilisation du travail et du capital (machines et infrastructure). Il existe un lien étroit entre la part de la valeur ajoutée générée par le facteur travail (productivité horaire nominale) et la rémunération (salaire nominal) : plus la productivité est élevée dans une branche, plus le niveau des salaires est généralement élevé. La comparaison de grandeurs nominales intègre l'évolution de l'inflation dans l'analyse. Cette relation est représentée par la ligne de la figure 3-1.

Le salaire nominal est généralement inférieur à la productivité nominale, car le capital doit être rémunéré en plus du facteur de production travail. De plus, la relation n'est pas linéaire, mais s'aplatit avec l'augmentation de la productivité. Cela s'explique notamment par le fait que les secteurs à forte productivité ont généralement une production plus intensive en capital que les secteurs à faible productivité, ce qui entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la rémunération du facteur capital.

Fig. 3-1 Lien entre la rémunération et la productivité horaire nominale, 2024



Source: BAK Economics

Par conséquent, plus la valeur ajoutée générée par une entreprise grâce à l'utilisation du facteur travail est élevée, plus la rémunération devrait être élevée. En supposant que la part des salaires[1] reste inchangée, une augmentation de la productivité nominale entraîne logiquement une hausse du salaire nominal. C'est le cas lorsque la production en volume par heure travaillée ou les prix de vente peuvent être augmentés[2].

Toutefois, la part des salaires n'est pas gravée dans le marbre, mais résulte souvent plutôt du pouvoir ou de l'habileté de négociation des partenaires sociaux. Ce pouvoir de négociation est fortement influencé par la situation du marché du travail. Alors qu'un taux de chômage élevé renforce le pouvoir de négociation des employeurs, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée renforce au contraire la position des salariés.

3. La croissance de la productivité comme indicateur de l'amélioration des performances

En dehors d'une situation où l'intensité capitalistique évolue systématiquement dans un secteur, un découplage durable de la croissance de la productivité et des salaires est problématique à long terme, car une telle évolution peut conduire à une mise en danger de la compétitivité[3]. Soit parce que les coûts (salariaux) ont trop augmenté et entrainent une perte de compétitivité-prix. Soit parce que les salaires n'ont pas suffisamment augmenté et ne permettent plus de faire face à la concurrence pour attirer des collaborateurs qualifiés. Dans ce cas, la compétitivité qualitative et la capacité d'innovation en pâtissent tôt ou tard.

[1] La part des salaires correspond aux coûts salariaux unitaires réels et mesure la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute d'un secteur.
[2] Des prix de vente plus élevés conduisent à une productivité nominale plus élevée, à condition que les hausses de prix ne soient pas érodées par une augmentation des coûts des biens intermédiaires.
[3] Par exemple, si, à emploi égal, une augmentation de la valeur ajoutée est obtenue par la seule augmentation de l'utilisation du capital, le gain de valeur ajoutée devra être utilisé en priorité pour rémunérer le capital supplémentaire utilisé. Une augmentation de salaire en fonction de l'augmentation de la productivité ne serait pas adéquate dans ce cas.

4. La capacité d'innovation a besoin de capital et de têtes pensantes

Dans l'industrie High Tech en particulier, le succès d'une entreprise ne peut être rendu possible que par une capacité d'innovation intacte et par un investissement constant dans la R&D. Ces derniers dépendent directement du niveau de qualification des travailleurs, mais aussi du capital investi par les entreprises. Afin de conserver les meilleurs professionnels ou d'en attirer de nouveaux, il convient donc d'offrir en permanence une rémunération compétitive. En particulier, dans le contexte de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs, il est crucial pour les entreprises de maintenir leur attractivité pour les professionnels qualifiés.

5. Adaptation à l'inflation pour maintenir le pouvoir d'achat

Après la crise financière et économique de 2008, les prix en Suisse (mesurés par l'indice des prix à la consommation) sont restés constants sur une grande partie du territoire et ont même parfois baissé. Sur de plus longues périodes, il s'agit d'une situation macroéconomique exceptionnelle. Depuis 2017, l'inflation est de retour et, à l'exception de l'année 2020 où les forces déflationnistes ont prévalu en raison de la crise, elle devrait rester présente dans les années à venir. Cette évolution doit être prise en compte dans les négociations salariales afin d'éviter les pertes de pouvoir d'achat des salariés liées à l'inflation.

Analyse

Evolution de la conjoncture

Depuis la forte croissance de l'industrie MEM après la pandémie de Covid, un recul de la valeur ajoutée brute réelle est observé à partir de 2023. Après une baisse de 2.2 % en 2023 et un recul de 3.6 % en 2024, BAK Economics prévoit également une évolution négative pour l'année en cours 2025 (–1.4 %). Malgré la baisse attendue des prix de l'énergie et des matières premières, le niveau général des prix ainsi que les incertitudes liées à la politique commerciale restent élevés. Le contexte géopolitique continue de renforcer le franc suisse malgré un taux directeur bas, ce qui accentue la pression concurrentielle sur l'industrie MEM orientée vers l'exportation.

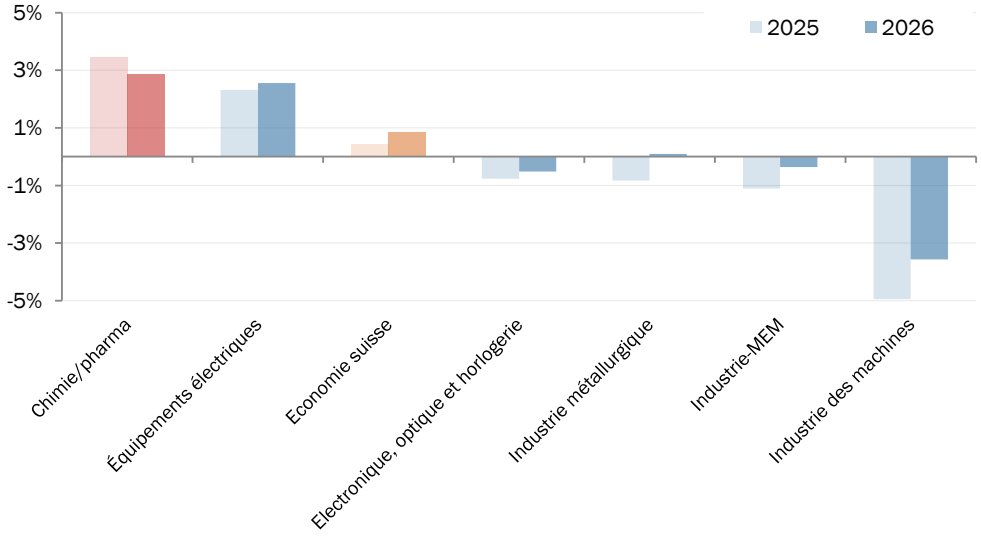
Pour 2026, BAK Economics prévoit un léger assouplissement, notamment grâce à une reprise économique modérée attendue dans la zone euro, principal marché de la branche. Le recul de la valeur ajoutée brute réelle devrait selon les prévisions se modérer à –0.8 %. Dans l'ensemble, l'évolution conjoncturelle de l'industrie des machines, de l'électrique et de la métallurgie reste toutefois en dessous de la moyenne, en particulier comparée à l'économie suisse dans son ensemble, qui devrait connaître une légère croissance en 2025 et 2026. Dans ce contexte difficile, les marges pour des augmentations salariales demeurent limitées.

Croissance de la productivité

L'évolution de la productivité horaire nominale dans l'industrie MEM pour les années 2025 et 2026 est illustrée dans le graphique ci-dessous. Après des taux de croissance négatifs déjà enregistrés lors des deux années précédentes, cette tendance se poursuit également en 2025 : une nouvelle baisse de la productivité horaire nominale de 1.1 % est attendue pour l'année en cours. L'année suivante, la situation ne devrait que légèrement s'améliorer (–0.4 %). Ainsi, la croissance de la productivité dans le secteur MEM reste nettement inférieure à celle de l'économie dans son ensemble, pour laquelle BAK Economics prévoit une croissance légèrement positive de 0.4 % (2025) et de 0.9 % (2026).

Au sein de l'industrie MEM, c'est notamment l'industrie des machines qui enregistre une chute marquée. Pour 2025, une baisse de la productivité horaire de 4.9 % est attendue, après un recul déjà important en 2024. BAK Economics prévoit également une nouvelle diminution en 2026 (–3.6 %). Cette évolution souligne la situation particulièrement tendue actuellement dans ce segment. En revanche, le secteur des équipements électriques constitue une exception positive, avec une croissance de la productivité estimée à plus de 2 % en 2025 et 2026. Les autres sous-branches affichent également des résultats négatifs ou tout au plus marginalement positifs. Dans l'ensemble, le développement de la productivité dans l'industrie MEM reste inférieur à la moyenne de l'économie globale, ce qui constitue pas un argument favorable dans le cadre des négociations salariales.

Fig. 3-2 Évolution de la productivité horaire nominale par secteur

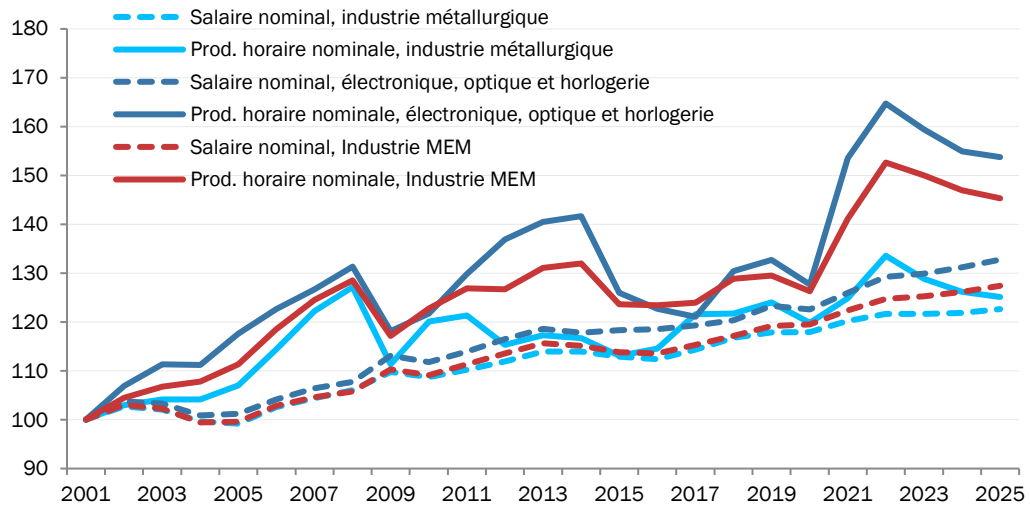


A prix courants, variation en % par an.
Source : BAK Economics

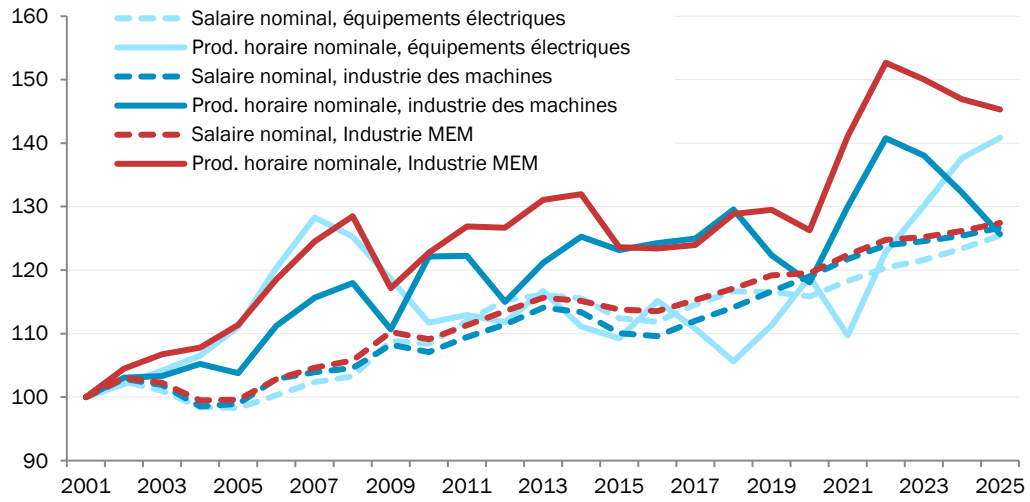
Pour une évolution salariale équilibrée, il ne suffit pas de prendre en compte la croissance actuelle de la productivité ; il est également essentiel que la croissance des salaires et celle de la productivité ne divergent pas à long terme. Depuis 2001, la croissance des salaires horaires nominaux dans l'industrie MEM est nettement inférieure à celle de la productivité horaire. Cet « écart productivité-salaire » s'est particulièrement creusé entre 2019 et 2023, mais commence depuis à se réduire dans certaines branches. Dans la métallurgie et l'industrie des machines, deux branches conjoncturellement faibles, on observe actuellement un rapprochement marqué entre salaires nominaux et productivité, ce qui laisse peu d'arguments en faveur d'une augmentation salariale générale.

La situation est différente dans les secteurs de l'électronique, optique et horlogerie ainsi que dans celui des équipements électriques. Ici aussi, le niveau des salaires se rapproche de la productivité depuis 2023, mais l'écart reste important. Dans ces deux secteurs, il existe donc encore une marge pour des ajustements salariaux à la hausse. Dans l'ensemble, l'écart entre la productivité et les salaires continue de se creuser à long terme. Alors que dans l'industrie métallurgique et l'industrie des machines, il n'y a guère d'arguments en faveur d'augmentations salariales, il existe un réel potentiel d'ajustements ciblés à la hausse dans les sous-secteurs plus dynamiques.

Fig. 3-3 Évolution des salaires annuels et de la productivité horaire nominale



Indexé, 2001 = 100.
Source : BAK Economics



Indexé, 2001 = 100.
Source: BAK Economics

Emploi

La situation du marché du travail et le pouvoir de négociation des partenaires sociaux qui en découle joueront un rôle important dans l'évolution future des salaires. Après la forte croissance de l'emploi en 2022 et 2023, la croissance de l'emploi dans l'industrie MEM s'est nettement ralentie depuis lors. Selon les prévisions de BAK Economics, seule une légère augmentation de l'emploi de 0,4 % est attendue pour l'année en cours, suivie d'un nouveau ralentissement à 0,3 % en 2026. L'évolution est toutefois comparable à celle de l'économie dans son ensemble. Au sein de l'industrie MEM, le tableau reste contrasté. Les branches métallurgie, industrie des machines et équipements électriques enregistrent en 2025, et surtout en 2026, des effectifs stagnants, voire en léger recul. À l'inverse, la branche de l'électronique, optique et horlogerie devrait connaître une croissance des emplois supérieure à la moyenne. Si une pénurie de main-d'œuvre qualifiée se matérialise dans ce segment, cela pourrait entraîner des hausses salariales modérées.

La situation du marché du travail ne doit toutefois pas être considérée uniquement de manière globale pour l'ensemble de l'industrie MEM ou les branches MEM évoquées ici. En effet, sous ce niveau agrégé, il existe de nombreux segments qui dépendent de personnel hautement qualifié. Ces segments peuvent être confrontés à une forte pénurie de main-d'œuvre qualifiée, ce qui justifie des salaires plus élevés. Cette configuration peut entraîner des écarts salariaux considérables au sein d'une même branche. L'évolution de l'emploi dans l'industrie MEM plaide globalement en faveur d'une évolution salariale modérée. Dans certains segments à forte croissance, des accords salariaux plus élevés sont toutefois envisageables.

Coûts de production

Après une augmentation significative des coûts de production pour les entreprises en 2022 en raison de la forte hausse des prix de l'énergie et des matières premières, la situation s'est détendue en 2023 et 2024. Un allègement est également attendu en 2025, notamment grâce à la baisse des prix de l'électricité. Selon l'ElCom, les prix de l'électricité devraient baisser cette année, ce qui devrait profiter en particulier aux entreprises grandes consommatrices d'électricité. Malgré cette évolution, l'environnement des coûts de production reste tendu pour de nombreuses entreprises. Dans une enquête réalisée au deuxième trimestre 2025 pour le compte de Swissmechanic, 18 % des entreprises interrogées ont continué à citer les prix de l'énergie comme l'un des principaux défis à relever. Il s'agit toutefois d'une baisse notable par rapport à l'enquête de 2023, où 29 % des entreprises mentionnaient encore ce point.

Les coûts de production ont également des répercussions sur les résultats attendus. Ainsi, selon la même enquête, seules 9 % des entreprises tablent sur une hausse de leur marge EBIT, tandis que 41 % s'attendent à une baisse. Cela indique que de nombreuses entreprises ne sont pas en mesure de répercuter intégralement la hausse des coûts sur leurs clients. Comme les années précédentes, cela pourrait limiter la marge de manœuvre dans les négociations salariales, du moins pour les entreprises fortement touchées par les prix de l'énergie ou soumises à une pression constante sur leurs marges.

Taux de change

Le franc suisse a continué de s'apprécier face à l'euro et s'établit à 0.93 EUR/CHF à la mi-juillet 2025. Pour l'année en cours, BAK table sur un taux de change de 0.94 EUR/CHF, et de 0.93 EUR/CHF en 2026. Le franc suisse s'est également apprécié face au dollar américain ; le cours USD/CHF est estimé à 0.84 en moyenne annuelle pour 2025. Un franc fort complique les conditions d'exportation, d'autant plus que 56.5 % des exportations MEM suisses ont été destinées à l'UE au premier trimestre 2025. À cela s'ajoutent de nouveaux obstacles commerciaux : la politique protectionniste du président américain renchérit encore les exportations vers les États-Unis, deuxième marché d'exportation de la branche MEM.

Lors des négociations salariales, le franc fort est souvent invoqué comme argument. Il convient toutefois de noter que celui-ci a deux effets opposés : d'une part, il pèse sur les exportations vers la zone euro ; d'autre part, il réduit le coût des biens intermédiaires provenant de cette zone monétaire. Dans ce dernier cas, il convient de tenir compte du fait que l'industrie MEM compte de nombreuses PME qui, en Suisse, sont actives en tant que fournisseurs d'entreprises exportatrices et peuvent donc être soumises à des pressions. Dans l'ensemble, c'est-à-dire pour l'ensemble de l'industrie MEM, un franc fort constitue toutefois un facteur inhibiteur en raison de la part élevée des exportations vers la zone euro.

Inflation

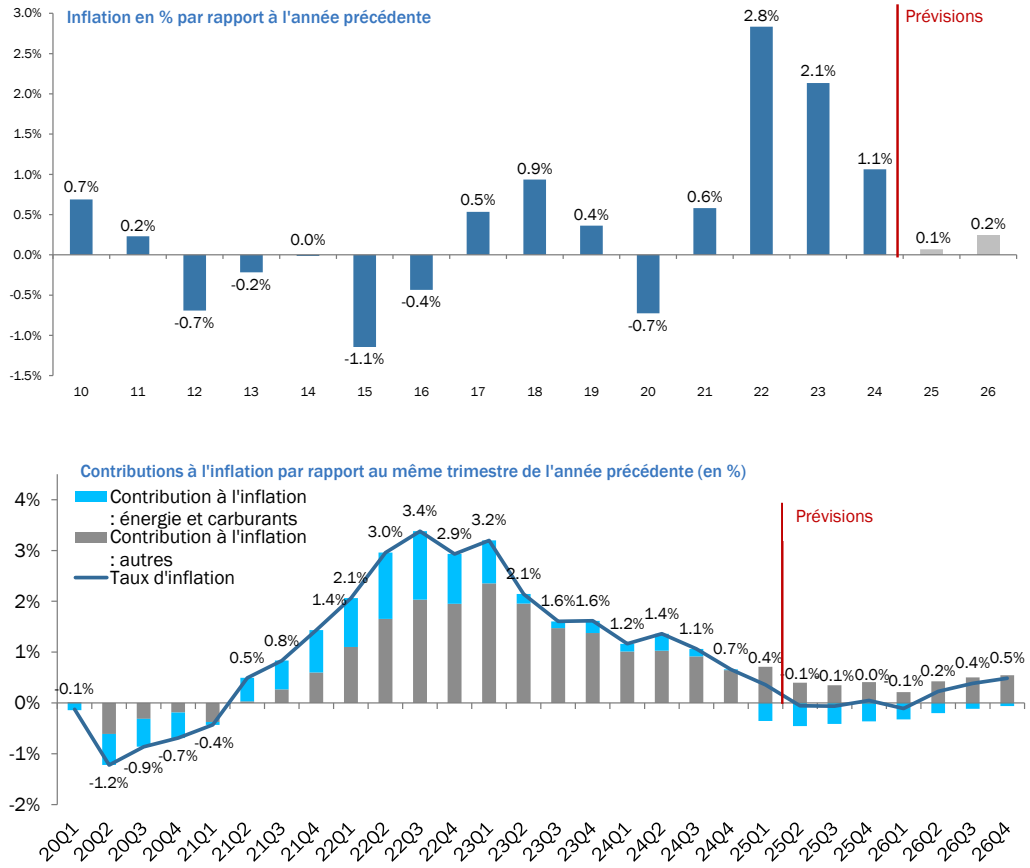
La période de 2010 à 2021 a été marquée par des phases alternant faible inflation (notamment en 2010-2011, 2017-2019 et 2021) et déflation, c'est-à-dire une baisse des prix (entre 2012-2016 et en 2020). À partir de 2022, l'inflation a nettement augmenté tant en Suisse qu'à l'international, atteignant 2.8 % en 2022 puis 2.1 % en 2023. Cette hausse s'explique principalement par des chocs exogènes. D'une part, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ont engendré des pénuries, provoquant une pression à la hausse sur les prix, notamment en raison du report temporaire de la demande pendant la pandémie de Covid-19. D'autre part, la forte augmentation des prix des matières premières et de l'énergie, liée aux tensions géopolitiques déclenchées par l'invasion russe, a également contribué à cette inflation. Toutefois, l'inflation en Suisse est restée nettement inférieure aux niveaux observés à l'échelle mondiale, s'établissant à 1.1 % en 2024.

Depuis le début de l'année 2025, les taux d'inflation en Suisse ont de nouveau fortement reculé, atteignant même temporairement un niveau légèrement négatif. Cette évolution s'explique principalement par la nette diminution des prix de l'énergie et des carburants. En plus du recul continu des prix du pétrole et du gaz, le prix de l'électricité s'est également inscrit en nette baisse par rapport à l'année précédente. Il convient toutefois de souligner que, malgré ce repli, le niveau des prix de l'électricité demeure supérieur à celui observé avant le choc énergétique.

Au premier semestre 2025, les prix des denrées alimentaires sont également restés inférieurs à ceux observés un an plus tôt, tandis que la hausse des prix dans de nombreux services s'est atténuée. Pour les années 2025 et 2026, BAK Economics prévoit des taux d'inflation annuels très faibles, de l'ordre de 0.1 % et 0.2 % respectivement. L'inflation devrait ainsi se maintenir dans la partie basse de la marge de fluctuation de 0 à 2 % visée par la Banque nationale suisse au cours des mois à venir.

La persistance de la baisse des prix de l'électricité, ainsi que le ralentissement attendu de la hausse des loyers en raison d'une probable réduction du taux d'intérêt de référence, constituent des facteurs clés du maintien d'une inflation faible. Ces effets devraient se refléter dans les taux d'inflation à partir de novembre 2025. De plus, la pression sur les prix est atténuée par le franc fort et la faiblesse persistante de la conjoncture.

Fig. 3-4 Inflation : valeurs historiques et prévisions



Source : BAK Economics

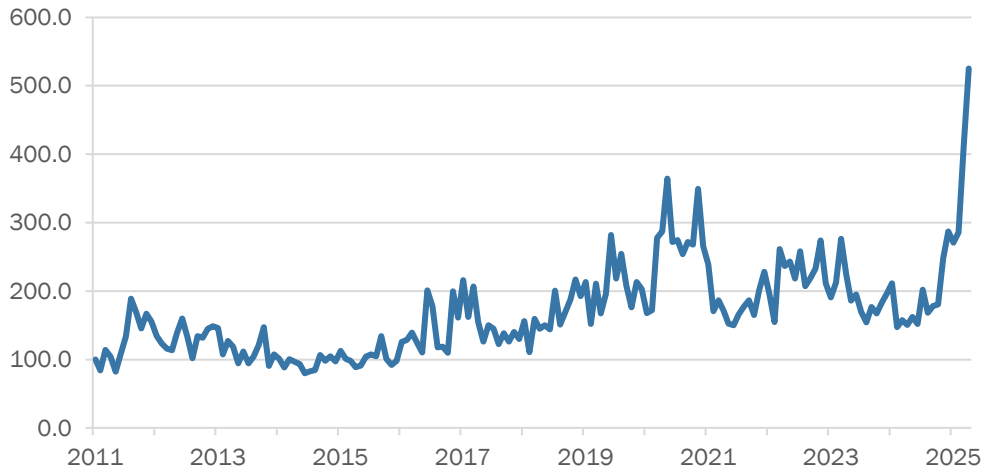
Insécurité

Dès mai 2020, après la première vague de Covid-19, l'indice d'incertitude économique mondiale (Economic Policy Uncertainty) avait atteint un niveau historique. En 2021, il a nettement reculé grâce à des campagnes de vaccination à grande échelle et à des mesures de soutien monétaire et budgétaire. Toutefois, en 2022 et 2023, l'incertitude politico-économique s'est de nouveau accrue de manière significative. Cette hausse s'explique par l'émergence de plusieurs facteurs concomitants : la montée généralisée de l'inflation, le déclenchement de la guerre en Ukraine, la crise énergétique mondiale ainsi que le début du conflit à Gaza.

En 2024, malgré un léger recul de l'indice par rapport aux années précédentes, l'incertitude économique est restée élevée. Une nouvelle augmentation se profile pour 2025. Elle est principalement due à plusieurs facteurs clés : la politique économique du président américain Donald Trump, les nouvelles tensions commerciales qui en résultent

et le conflit persistant dans la bande de Gaza. À cela s'ajoutent les récentes attaques entre l'Iran et Israël ainsi que l'intervention militaire des États-Unis sur le territoire iranien, qui ne sont pas encore pleinement prises en compte dans l'indice d'incertitude économique mondiale. Il faut donc s'attendre à ce que l'incertitude continue d'augmenter dans un avenir proche, dès que les conséquences géopolitiques et économiques de ces événements seront comptabilisées.

Fig. 3-5 Indice d'incertitude politique



Indexé Jan 2011 = 100
Source : Global Economic Policy Uncertainty Index, BAK Economics

Conclusion

En résumé, on peut affirmer qu'en 2026, la marge de manœuvre pour des augmentations des salaires nominaux dans l'industrie MEM sera limitée :

- La situation économique reste tendue. Si BAK Economics table toujours sur une croissance légèrement positive de l'économie globale, ses prévisions pour la branche MEM sont nettement plus modérées. La valeur ajoutée brute devrait rester négative cette année, et les exportations continuent de montrer des signes de faiblesse, en particulier dans l'industrie des machines et dans certains secteurs de l'industrie métallurgique. Le baromètre Swissmechanic identifie le carnet de commandes comme le principal défi à relever. Le faible taux d'utilisation des capacités qui en résulte limite la marge de manœuvre pour les augmentations de salaire.

- La productivité horaire reste insuffisante dans une grande partie de l'industrie MEM. Pour 2025, BAK Economics table sur un recul global de la productivité horaire nominale. L'évolution est également négative dans l'industrie des machines et dans le secteur de l'électronique, optique et horlogerie. Seule la sous-branche des équipements électriques parvient à augmenter sa productivité.

- La dynamique de l'emploi continue de s'essouffler. Alors qu'une forte croissance de l'emploi était encore observée en 2023, un net ralentissement est constaté en 2024 et l'emploi dans l'industrie MEM devrait pratiquement stagner en 2025. Cela indique une saturation du marché du travail, ce qui limite encore davantage le pouvoir de négociation des employés. La pénurie de main-d'œuvre mentionnée dans le baromètre Swissmechanic reste toutefois un sujet de préoccupation, même si son caractère urgent a quelque peu diminué par rapport à l'année précédente.

- L'inflation s'est nettement ralentie et, selon les prévisions de BAK Economics, elle ne devrait plus atteindre que 0.1 % en 2025 et 0.2 % en 2026, soit un niveau à peine plus élevé. Cela élimine un facteur important de revendications salariales, qui avait joué un rôle majeur dans les années précédentes.

- Les coûts de production ont légèrement diminué par rapport aux années précédentes. Les prix de l'énergie restent certes un facteur de coût important, mais la baisse des prix de l'électricité et de l'inflation contribuent à alléger la facture. La stabilité du taux de change par rapport à l'euro et au dollar garantit également une certaine sécurité dans la planification, sans toutefois permettre une réelle détente. Dans l'ensemble, la situation des coûts ne s'est pas détériorée comme les années précédentes, mais elle ne permet pas non plus d'ajustements salariaux généreux.

- · L'environnement économique reste marqué par l'incertitude. La situation géopolitique, et en particulier les développements politiques aux États-Unis, continuent de présenter des risques considérables. Les récentes hausses des droits de douane décidées par le gouvernement américain sous la présidence de Donald Trump et les mesures de rétorsion annoncées par l'UE marquent une nouvelle phase de repli économique. L'impact direct de ces nouvelles mesures sur la Suisse reste incertain pour l'instant. Il est toutefois clair que les obstacles

au commerce et les incertitudes qui planent sur le commerce mondial pèsent sur l'industrie MEM orientée vers l'exportation, que ce soit par le biais de coûts supplémentaires directs, de perturbations dans les chaînes de valeur ou de la réticence des clients internationaux.

Tab. 3-1 Évolution sur différentes périodes

	2026		2020-2025		2001-2025	
	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail
Industrie MEM	0.7%	-0.4%	1.6%	3.6%	1.1%	1.6%
Industrie métallurgique	0.2%	0.1%	1.0%	1.1%	0.9%	0.9%
Électronique, optique et horlogerie	1.0%	-0.5%	2.0%	4.7%	1.2%	1.8%
Équipements électriques	1.5%	2.6%	2.0%	4.3%	1.0%	1.4%
Industrie des machines	0.7%	-3.6%	1.6%	1.6%	1.0%	1.0%

Remarques : Productivité du travail = productivité horaire nominale. Salaire nominal = salaire horaire nominal. Taux de croissance moyen en % par an.
Source : BAK Economics

Dans l'ensemble, une augmentation des salaires nominaux comprise entre 0.2 % et 1.5 % au maximum semble réaliste pour 2026, selon la branche. C'est dans le secteur des équipements électriques que les marges de manœuvre sont les plus importantes, tandis que l'industrie métallurgique, en particulier, ne dispose que d'un potentiel très limité. En raison de la faiblesse de la productivité et de la demande, la marge de manœuvre pour les adaptations salariales est également réduite dans l'industrie des machines. Les différences entre les branches restent importantes et l'hétérogénéité des entreprises au sein de l'industrie MEM devrait être prise en compte de manière appropriée dans les négociations salariales respectives.

Arguments en faveur d'une augmentation modérée des salaires:

- Dans plusieurs sous-secteurs de l'industrie MEM, un retard de long terme de l'évolution des salaires par rapport à la croissance de la productivité demeure présent.
- Dans certains sous-secteurs bénéficiant d'une évolution positive des exportations ou des commandes, les conditions économiques sont ponctuellement plus favorables.

Arguments en faveur d'une faible augmentation des salaires:

- La conjoncture reste tendue, la croissance de l'emploi stagne. La faible capacité d'utilisation limite les marges de manœuvre salariale, la situation des commandes constituant le principal défi.
- La productivité horaire dans l'industrie MEM demeure faible et devrait encore diminuer en 2025, à l'exception du sous-secteur des équipements électriques.
- L'inflation est très basse en 2025, à seulement 0,2 %.
- Les risques géopolitiques et les tensions croissantes en matière de politique commerciale créent des incertitudes pour l'industrie MEM dépendante des exportations.

- Le franc suisse reste fort face à l'euro et au dollar, ce qui continue de peser sur la compétitivité internationale.
- Malgré une légère baisse des prix de l'énergie, les coûts de production restent élevés.

BAK, en tant qu'institut de recherche économique indépendant, est synonyme depuis 40 ans de la combinaison d'une analyse empirique scientifiquement fondée et de sa mise en œuvre pratique.

www.bak-economics.com